

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

AL KHALJI FRANCE

Société Anonyme au capital de 104 000 000 Euros
Siège social : 49-51 Avenue George V - 75008 Paris
309 033 066 R.C.S. Paris

Documents comptables annuels au 31 décembre 2020 approuvés par l'Assemblée Générale Annuelle du 31 mai 2021

I. — Bilan au 31 décembre 2020
(en Euros)

Actif Euro	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Caisse, banques centrales, CCP	39 086 330	77 775 438
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit & assimilés	241 063 107	107 222 300
Opérations avec la clientèle	318 780 583	444 276 692
Obligations et autres titres à revenu fixe	137 675 450	135 332 665
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations incorporelles	588 331	1 101 545
Immobilisation corporelles	765 397	440 459
Dotation des succursales à l'étranger		
Actions propres		
Autres actifs	2 126 161	2 243 194
Comptes de régularisation	1 935 473	1 252 545
Total de l'actif	742 020 832	769 644 839

Passif Euro	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Banques Centrales, C.C.P.		
Dettes envers les établissements de crédit & assimilés	131 611 689	86 493 349
Opérations avec la clientèle	405 504 681	442 160 766
Dettes représentées par un titre		2 999 475
Autres passifs	171 907	342 387
Comptes de régularisation	9 311 650	5 987 249
Provisions	5 894 519	9 888 106
Dettes subordonnées	25 000 000	25 000 000
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	323 000	323 000
Capitaux propres (hors FRBG)	164 203 388	196 450 507
Capital souscrit	104 000 000	104 000 000
Primes d'émission		
Réserves	18 425 872	18 811 156
Ecart de réévaluation		
Provisions réglementées et subventions d'investissement		
Report à nouveau (+/-)	62 709 498	63 175 951
Résultat de l'exercice (+/-)	-20 931 982	10 463 400
Total du passif	742 020 832	769 644 839

Hors-bilan Euro	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Engagements donnés		
. Engagements de financement	48 593 238	74 206 583
. Engagements de garantie	104 042 891	157 750 062
. Engagements sur titres		
Engagements reçus		
. Engagements de financement		
. Engagements de garantie	68 872 738	86 876 550
. Engagements sur titres		

II. — Compte de résultat

Euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
+ Intérêts & produits assimilés	22 177 271	35 185 564
- Intérêts & charges assimilées	4 090 965	10 666 285
+ Produits sur opérations de crédit-bail & assimilées		
- Charges sur opérations de crédit-bail & assimilées		

+ Produits sur opérations de location simple		
- Charges sur opérations de location simple		
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits)	3 665 848	5 460 099
- Commissions (charges)	873 272	481 097
+ Gains ou perte sur opérations des portefeuilles de négociation	686 276	847 223
+ Gains ou perte sur opérations des portefeuilles de placement & assimilés	7 747	
+ Autres produits d'exploitation bancaire	1 509	4 205
- Autres charges d'exploitation bancaire		
Produit net bancaire	21 574 415	30 349 709
- Charges générales d'exploitation	13 163 301	13 669 279
- Dotations amortissements & dépréciations immobilisations incorporelles & corporelles	834 244	878 197
Résultat brut d'exploitation	7 576 869	15 802 232
+/- Coût du risque	-26 084 867	-3 555 591
Résultat d'exploitation	-18 507 998	12 246 641
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		362 511
Résultat courant avant impôt	-18 507 998	12 609 152
+/- Résultat exceptionnel	-233 543	-402 336
- Impôts sur les bénéfices	2 190 441	1 743 417
+/- Dotations / reprises de FRBG & provisions réglementées		
Résultat net	-20 931 982	10 463 399

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, approuve l'affectation de la perte de EUR 20 931 982/- de l'exercice clos le 31 décembre 2020 au compte de pertes et profits. Conformément à la loi, L'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas le droit de distribuer de dividendes au titre de l'exercice 2020. Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombres d'actions	Dividende (en euros)	Dividende (net) par action (en euros)	Dividende total distribué (en euros)
2019	6 500 000	4 847 677	0.7458	Approuvé par l'AGO. Distribution toujours sous réserve de l'approbation de la banque centrale des EAU
2018	6 500 000	13 079 627	2.0123	Approuvé par l'AGO. Distribution toujours sous réserve de l'approbation de la banque centrale des EAU
2017	6 500 000	Nul	Nul	-

IV. — Annexes des comptes annuels – Exercice 2020.

1. Règles et méthodes comptables

Le bilan et le compte de résultat sont établis selon la réglementation applicable aux Etablissements de Crédit.

La présentation est conforme aux dispositions du Règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les comptes d'AL KHALIJI France sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux banques en France, prescrites par le règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit. Ils intègrent les comptes de la maison mère basée à Paris et ceux des succursales situées aux Emirats Arabes Unis.

Au regard de leur indépendance par rapport à la société mère, les succursales émiraties sont qualifiées d'établissements étrangers autonomes. Les dotations réalisées par la maison mère au bénéfice des succursales sont assimilables à un investissement net dans une activité à l'étranger. En conséquence, les écarts de conversions générés par la conversion de ces apports sont comptabilisés en capitaux propres, dans un sous compte du poste de report à nouveau.

Les écarts de conversion débiteurs (pertes latentes) viendront en diminution du bénéfice distribuable et les écarts de conversion créditeurs (gains latents) ne seront pas pris en compte dans la détermination du bénéfice distribuable.

a) Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont régies par les articles 221 I-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit
- les comptes ordinaires, les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières du règlement ANC

2014-07 du 26 novembre 2014 conduit AL KHALIJI France à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles présentées ci-après. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier l'existence d'un risque de crédit.

Créances restructurées :

Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque. Son amortissement affecte ensuite la marge d'intérêt.

Créances douteuses :

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins,
- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par l'établissement ou qu'il a été averti que son encours dépasse une limite fixée par l'établissement dans le cadre de son dispositif de contrôle interne, ou qu'il a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Sous condition, en lieu et place des critères susvisés, l'établissement peut décompter l'ancienneté de l'impayé lorsque le découvert a fait l'objet de la part de l'établissement d'une demande de remboursement total ou partiel auprès du débiteur.

Parmi les encours douteux, AL KHALIJI France distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

— Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

Les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable de non recouvrement total ou partiel, impayées depuis plus de trois mois sont classées en créances douteuses.

— Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise. Sont considérés comme douteux compromis, les créances douteuses de plus d'un an après leur classification en encours douteux et si le passage en perte à terme est envisagé.

Dépréciations au titre du risque de crédit avéré :

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par AL KHALIJI France par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Les montants des créances incluent les encours douteux nets des dépréciations. Les dépréciations pour créances douteuses sont déterminées dossier par dossier, dès lors que la Direction Générale estime qu'il existe un risque de non recouvrement total ou partiel. Elles sont constituées dans la même monnaie que la créance concernée. Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Les intérêts des créances douteuses lorsqu'ils sont comptabilisés en produits, font l'objet d'une dépréciation d'un montant identique. Ces dotations pour dépréciations sont portées en diminution des postes de produits d'intérêts concernés et par conséquent, du produit net bancaire.

Provisions au titre du risque de crédit non affecté individuellement :

La provision base portefeuille enregistrée dans nos succursales aux Emirats Arabes Unis, est calculée statistiquement sur les encours de crédits. Cette provision figure au bilan dans les provisions pour risques et charges et par conséquent est incluse dans le coût du risque.

b) Portefeuille titres

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 231 I-1 à 239 I-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 221 I-1 à 225 I-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

Titres de transaction :

Au 31 décembre 2020, AL KHALIJI France ne détient aucun titre de transaction.

Titres de placement :

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

— Obligations et autres titres à revenu fixe :

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « intérêts et produits assimilés - Intérêts sur titres à revenu fixe » du produit net bancaire.

— Actions et autres titres à revenu variable :

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- s'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si AL KHALIJI France dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;

- s'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (cf. note Créances et engagements par signature - Dépréciations au titre du risque de crédit avéré).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » du compte de résultat.

Titres d'investissement

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels AL KHALIJI France dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient.

En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est constituée conformément aux dispositions du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières, du règlement ANC

2014-07 du 26 novembre 2014 ; elle est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément à l'article 2341-2 du règlement ANC

2014-07 du 26 novembre 2014.

Titres de l'activité de portefeuille

Conformément aux articles 2351-2 à 2352-6 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des « investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle ».

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Prix de marché :

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, AL KHALIJI France détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, AL KHALIJI France utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Dates d'enregistrement :

AL KHALIJI France enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés sont enregistrés à la date de négociation.

Reclassement de titres :

Conformément aux articles 2381-1 à 2381-5 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants

- du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance
- du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

AL KHALIJI France n'a pas opéré de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

c) Immobilisations

AL KHALIJI France applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles.

Conformément aux dispositions de ce texte la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement.

Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie.

Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

- Siège de Paris :
- Matériels et Mobiliers 5 et 10 ans
- Agencements 10 et 15 ans
- Logiciels 3 ans
- Agences à l'étranger : 3 à 5 ans

d) Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- comptes ordinaires, comptes à terme, comptes d'épargne pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

e) Provisions

AL KHALIJI France applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Engagements en matière de retraite : il a été constitué par le siège de Paris une provision pour charges de primes de départ en retraite. Leur montant a fait l'objet d'une évaluation de € 195.757/- ; Dans nos agences des Emirats, les indemnités de fin de service sont provisionnées pour un montant de € 1.722.759/- ; Pour le siège de Paris ainsi que pour les agences E.A.U le calcul de cette provision est établi suivant le respect des conventions collectives. La principale différence entre les deux conventions est l'ancienneté pour la prise en compte. Provision à constituer à partir de 10 ans d'ancienneté en France et 5 ans d'ancienneté aux EAU.

f) Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours. Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie

Opérations de couverture :

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de AL KHALIJI France (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07. Sont inscrits prorata temporis dans la rubrique : « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Opérations de marché :

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07)
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » article 2522 du règlement ANC 2014-07)

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) sont comptabilisés.
 - En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement.
 - Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) sont comptabilisés.
- Les seules opérations sur les instruments financiers à terme sont des opérations d'échange de taux de micro-couverture réalisées avec la maison mère AL KHALIJI Commercial Bank.

g) Opérations en devises

Les créances et dettes libellées en devises sont converties aux cours de change en vigueur à la clôture. Un cours moyen mensuel est appliqué pour la conversion des comptes de résultat de nos agences.

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêté ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les produits perçus et les charges payés sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique : « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation »

Dans le cadre de l'application du Titre 7 Comptabilisation des opérations en devises du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, AL KHALIJI France a mis en place une comptabilité multi-devises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

Répartition du bilan & Hors bilan entre Siège et Agences 2020

	Siège de Paris	Agences UAE	Total AKF
Total du Bilan	523.949.460	323.093.999	742.020.834
Engagements donnés	75.459.463	77.176.666	152.636.129
Engagements reçus	29.637.324	39.235.415	68.872.739

2. Evénements significatifs de la période

L'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'épidémie de pandémie de coronavirus (Covid-19) en mars 2020.

Les mesures sanitaires prises dans les pays concernés (y compris les pays où la Société opère) : fermetures de frontières, verrouillages, couvre-feux, restrictions sur certaines activités, etc.) ont et peuvent continuer à avoir un impact sur l'activité économique mondiale, les investissements et la demande, et par conséquent une incidence sur les résultats commerciaux et financiers de la société et sur ceux de ses clients et contreparties.

Au sein du portefeuille Corporate, les secteurs les plus touchés sont l'hôtellerie, la restauration, les cinémas et la grande distribution non alimentaire de luxe (environ 14% des prêts nets à la clientèle à fin décembre 2020). La Société a soutenu financièrement les clients (entreprises et particuliers) touchés par la pandémie dans leurs activités et leurs revenus en leur accordant des moratoires de paiement. La Société a toutefois décidé de ne pas leur octroyer de financements complémentaires ni les prêts garantis par l'Etat mis en place en France.

Les mesures de verrouillage ont conduit la Société à mettre en place des mesures de travail à distance.

En mars 2020, la société a vendu à Barclays Bank (à 99%) la créance au nom de «Fujairah Oil Terminal FZC», le plus gros prêt du portefeuille de prêts de la Société. Le montant du trade s'est élevé à US\$ 37,0 millions excluant les intérêts courus (accruals).

Fermeture de la succursale de Ras Al Khaimah à fin novembre 2020 et l'annulation de la licence de la succursale des registres de la Banque Centrale à compter du 31/12/2020. Les clients avaient le choix de transférer leurs comptes vers une autre agence, en particulier celle de Dubaï, ou de les clôturer et/ou régler leurs dettes sans frais ni pénalité.

Fermeture de la succursale de Sharjah à fin novembre 2020 et annulation de la licence de la succursale des registres de la Banque centrale à compter du 31/12/2020. Les clients avaient le choix de transférer leurs comptes vers une autre agence, en particulier celle de Dubaï, ou de les clôturer et/ou de régler leurs dettes sans frais ni pénalité.

Déménagement en octobre 2020 de la succursale de Dubaï et des bureaux de la direction régionale vers une adresse plus appropriée en ville : Al Gurg Tower 2, Baniyas Road, Deira.

Aucun incident opérationnel n'a été reporté lors du déménagement dans les nouveaux bureaux.

3. Evénements postérieurs à la date de clôture du bilan

Evénement ayant déclenché un ajustement des états financiers au 31/12/2020

Le déclassement en catégorie douteuse de deux prêts importants dans les livres des EAU, le premier de 16,8 millions d'euros au nom de "Advanced Facilities Management" contre 60% de provision spécifique et le second de 12,5 millions d'euros au nom de "Airlink" contre 68% de la provision spécifique. Les deux emprunteurs ont été considérés en défaut. Cet événement est survenu après la période de reporting mais a déclenché un ajustement des états financiers au 31/12/2020.

Evénements ne donnant pas lieu à des ajustements des états financiers au 31/12/2020

Le 7 janvier 2021, et suite à l'annonce qui avait été faite le 30 juin 2020, 'Masraf al Rayan' et 'AL KHALIJI Commercial Bank' ont confirmé que leur conseil d'administration respectif avait approuvé le projet de fusion entre les deux établissements. Suite à cette fusion, l'activité de 'AL KHALIJI Commercial Bank' (actuel actionnaire de 'AL KHALIJI France') sera absorbée par celle de 'Masraf al Rayan' et 'Masraf al Rayan' deviendra la nouvelle entité légale et continuera son activité de finance islamique dans le respect des principes y afférents.

Radiation d'actifs (write-off) : créance douteuse et compromise au nom de Pan Global (AED 51,7 millions ou l'équivalent de EUR 11,3 millions).

Prorogation de la période de confinement en France et la fermeture des activités non-essentielles.

Exemption d'établir des comptes consolidés

La société AL Khaliji France est une filiale à 99,99% de la banque Qatari AL KHALIJI Commercial Bank établie à Doha, qui publie des comptes consolidés. Par ailleurs, la société AL KHALIJI France n'a aucune filiale, les agences des Emirats Arabes Unis sont des succursales.

4. Information sur les parties liées

Les principales opérations réalisées au cours de l'exercice avec les parties liées et qui figurent au bilan au 31 décembre 2020 sont les suivantes :

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Transactions conclues avec la partie liée	Montant
Al Khaliji Commercial Bank	Maison mère	Emprunt	58 428 K€

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Transactions conclues avec la partie liée	Montant
Qatar Holding LLC	Actionnaire Maison Mère	Dépôt à terme	42 116 K€

— Opérations avec Al Khaliji Commercial Bank au 31 décembre 2020

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2020	Solde au 31/12/2019
	Opérations avec les entreprises liées et les participations	Opérations avec les entreprises liées et les participations
Créances	31 035	459
Sur les établissements de crédit et institutions financières	31 035	459
Sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Dettes	58 428	25 269
Sur les établissements de crédits et institutions financières	58 428	25 269
Sur la clientèle		
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées		
Engagements donnés	466	146
Autres engagements donnés	466	799

— Opérations avec Qatar Holding LLC au 31 décembre 2020

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2020	Solde au 31/12/2019
	Opérations avec les entreprises liées et les participations	Opérations avec les entreprises liées et les participations

Créances		
Sur les établissements de crédit et institutions financières		
Sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Dettes	67 116	70 527
Sur les établissements de crédits et institutions financières		
Sur la clientèle	42 116	45 527
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	25 000	25 000
Engagements donnés	0	0
Autres engagements donnés		

6. Proposition d'affectation du résultat**Données en milliers d'euros**

Perte nette exercice 2020	(20 932)
Affectation à la réserve pour agences EAU	-
Affectation à la réserve légale Paris (5%)	-
Affectation en Report à Nouveau	(20 932)
Montant total des sommes affectées Distribution de	(20 932)
Dividendes	Néant
Montant du report à nouveau (hors écarts de conversion) avant affectation	57 161
Montant du report à nouveau (hors écarts de conversion) après affectation	36 229

Complément d'informations relatif au bilan et au compte de résultat
Au 31 décembre 2020
K€uro

Actif

1 - Caisse, banques centrales, CCP	2020	2019	2018
Caisse	2 441	4 061	3 853
Banques centrales	36 646	73 714	76 054
	39 087	77 775	79 907

2 - Effets publics et valeurs assimilées

3 - Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2020	2019	2018
Comptes à vue	54 852	13 224	41 999
Prêts JJ	0	12 790	29 607
Comptes à terme	185 878	80 984	102 074
Créances rattachées	334	224	337
Créances douteuses compromises	36	36	36
Créances douteuses non compromises	0	0	0
Dépréciations sur créances douteuses	-36	-36	-36
	241 064	107 222	174 017
Durée résiduelle ≤ 3 mois	106 526	46 477	157 903
Durée résiduelle > 3 mois et ≤ 1 an	134 538	60 745	16 114
Durée résiduelle > 1 an et ≤ 5 ans			
	241 064	107 222	174 017
<i>dont créances envers Al Khaliji Qatar</i>	31 035	459	50 085

4 - Opérations avec la clientèle	2020	2019	2018
Créances commerciales	62	641	2 106
Crédits à la clientèle	222 221	330 168	458 742
Crédits à la clientèle Financière	21 541	24 167	43 668
Comptes à vue	61 445	79 387	94 388
Créances rattachées	2 788	3 992	3 703
Créances douteuses compromises	50 806	23 031	38 822
Créances douteuses non compromises	10 723	5 922	26 080
Créances douteuses restructurées			0
Dépréciations sur créances douteuses	-50 806	-23 031	-37 402
	318 780	444 277	630 107

(en milliers d'euros)	31/12/2020							31/12/2019
	≤3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	62				62		62	641
Autres concours à la clientèle	36 645	18 275	176 399	73 973	305 292	2 787,00	308 079	387 280
Comptes ordinaires débiteurs	61 445				61 445		61 445	79 387
Dépréciations							-50 806	-23 031
Valeur nette au bilan	98 152	18 275	176 399	73 973	366 799	2 787,00	318 780	444 277

Les dépréciations constituées représentent une couverture de 83% des créances douteuses

Le montant des créances éligibles au refinancement des Banques Centrales est nul au 31 décembre 2020

Le montant des créances restructurées au 31 décembre 2020 s'élève à €69,888m contre €51,816m en 2019

	2020	2019	2018
Répartition des emplois clientèle par pays (hors créances rattachées)			
Europe	30%	26%	28%
GCC	62%	61%	60%
Autres	8%	13%	12%

5 - Titres	2020	2019	2018
Titres cotés			
- émis par org.publ.& établissement de crédit	137 332	134 892	31 874
- émetteurs autres	0	0	2
Créances rattachées	343	441	261
Provision pour Dépréciation*	0	0	0
	137 675	135 333	32 137

* Le titre libanais est couvert à 100% par une provision pour risque pays Liban, comptabilisée dans les Provisions pour Risques et Charges ;

Durée résiduelle ≤ 3mois	92 328	84 990	8 897
Durée résiduelle >3mois et ≤ 1 an	8 660	14 083	616
Durée résiduelle > 1 an et ≤ 5 ans	32 612	18 271	22 624
Durée résiduelle > 5 ans	4 075	17 989	0
	137 675	135 333	32 137

Obligations & autres titres	2020	2019	2018
Soldes en début d'exercice	135 333	32 137	95 892
Acquisitions	95 491	103 311	497
Sorties	-90 026	-500	-65 209
Différence de change	-3 123	385	957
Soldes en fin d'exercice	137 675	135 333	32 137

	2020	2019	2018
Primes et Décotes sur Obligations			
Primes	118	436	800
Décotes	-28	-26	-26

5.1 - Titres d'Investissements		Pays	devise	Date d'achat	Date d'échéance	Valeur nette comptable 31 décembre 2020	MtM 31 décembre 20	Plus-Values Moins Values Latentes
Code ISIN	Titres d'investissements							
	Gouvernement	Liban	LBP	26-nov.-20	25-nov.-21	455,26	438	(18)
XS1575854010	Banque	EAU	USD	10-avr.-17	07-mars-22	4 074,65	4 097	22
XS1613091500	Banque	Turquie	USD	24-mai-17	19-mai-22	4 074,65	4 071	(4)
XS0640032594	Gouvernement	EAU	USD	30-sept.-14	22-juin-21	4 074,65	4 111	36
XS0640032594	Gouvernement	EAU	USD	30-sept.-14	22-juin-21	4 074,65	4 111	36
XS2234859101	Gouvernement	EAU	USD	28-oct.-20	28-oct.-27	4 074,65	4 075	0
XS1210507650	Banque	EAU	USD	20-févr.-19	31-mars-25	16 298,59	17 305	1 006
	Gouvernement	EAU	USD	31-déc.-20	01-janv.-21	90 979,19	90 979	0
XS1575854010	Banque	EAU	USD	17-mars-17	07-mars-22	5 012,50	4 085	(928)
XS1613091500	Banque	Turquie	USD	24-mai-17	19-mai-22	4 983,55	4 061	(922)

6-Actions et autres titres à revenus variables

Titres de placements	Pays	devise	Date d'achat	Date d'échéance	Valeur d'achat	Valeur de marché	Plus-Values Moins Values

11 - Immobilisations incorporelles		2020	2019	2018
Immobilisations Incorporelles	Soldes en début d'exercice (VNC)	1 102	1 421	1 662
	Acquisitions	58	248	297

	Sorties	0	0	
	Différence de change	-4	26	55
	Amortissements de la période	-568	-593	-593
	Soldes en fin d'exercice (VNC)	588	1 102	1 421

12 - Immobilisations corporelles		2020	2019	2018
Immobilisations Corporelles	Soldes en début d'exercice (VNC)	440	1 789	2 062
	Acquisitions	774	193	128
	Sorties	-179	-1 262	
	Différence de change	-4	4	8
	Amortissements de la période	-266	-284	-409
	Provisions			0
	Soldes en fin d'exercice (VNC)	765	440	1 789

Mouvements des amortissements & provisions		2020	2019	2018
Soldes en début d'exercice		10 466	9 761	9 337
Dotations aux amortissements & provisions		834	1 135	1 006
Sorties d'amortissements		-1 108	-257	-4
Différence de change		-622	-173	-578
Soldes en fin d'exercice		9 570	10 466	9 761

15- Autres actifs		2020	2019	2018
Débiteurs divers		639	345	737
Impôt Différé Actif		0	0	0
Etat acomptes IS		1 487	1 898	121
		2 126	2 243	858

16- Comptes de régularisation		2020	2019	2018
Charges payées d'avance		823	139	691
Autres comptes de régularisation		1 113	1 113	2 641
		1 936	1 252	3 332

Dépréciations inscrites en déduction de l'actif

(en milliers d'euros)	Solde au 01/01/2020	Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements (1)	Solde au 31/12/2020
Sur opérations interbancaires et assimilées	36				36
Sur créances clientèle	23 031	31 953	-11	-4 167	50 806
Sur opérations sur titres	0				0
Sur valeurs immobilisées	0				0
Sur autres actifs	0				0
Total	23 067	31 953	-11	-4 167	50 842

(1) les autres mouvements incluent notamment les différences de change

Passif

1 - Banques centrales, CCP	2020	2019	2018
Banques Centrales			
	0	0	0

2 - Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2020	2019	2018
Comptes à vue	9 920	10 392	17 230
Emprunts JJ	0	0	0
Comptes à terme	121 487	76 051	175 053
Dettes rattachées	204	51	793
	131 612	86 494	193 076
Durée résiduelle ≤ 3 mois	116 612	61 106	160 609
Durée résiduelle > 3 mois et ≤ 1 an	15 000	10 388	32 467
Durée résiduelle > 1 an et ≤ 5 ans		15 000	
	131 612	86 494	193 076
dont dettes envers Al Khaliji Qatar	58 423	25 269	31 392

3 - Opérations avec la clientèle	2020	2019	2018
Comptes à vue	213 321	187 266	178 242
Comptes à terme	188 454	248 352	321 270
Comptes épargne	3 353	4 421	3 752

Emprunts de la Clientèle Financière	15	0	0
Dettes rattachées	362	2 122	1 894
	405 505	442 161	505 158
Durée résiduelle ≤ 3 mois	349 313	313 230	397 009
Durée résiduelle > 3 mois et ≤ 1 an	55 189	102 709	108 042
Durée résiduelle > 1 an et ≤ 5 ans	1 003	26 222	96
Durée résiduelle > 5 ans			11
	405 505	442 161	505 158
<i>dont dettes envers Qatar Holding LLC</i>	<i>42 116</i>	<i>45 527</i>	<i>94 814</i>

	2020	2019	2018
Répartition des ressources clientèle par pays (hors dettes rattachées)			
Europe	20%	10%	8%
GCC	61%	79%	86%
Autres	20%	10%	6%

5 - Autres passifs	2020	2019	2018
Créditeurs divers	172	342	323
	172	342	323

6 - Comptes de régularisation	2020	2019	2018
Produits perçus d'avance	563	406	571
Charges à payer	4 359	3 105	1 702
Autres comptes de régularisation	4 390	2 476	2 450
	9 312	5 987	4 723

7- Provisions (en milliers d'euro)	Solde au 01/01/2020	Dotations	Reprises utilisées	Autres mouvements (3)	Solde au 31/12/2020
Provisions pour engagements sociaux	3 460	350	-1 543		2 267
Provisions pour litiges fiscaux (1)	0				0
Provisions pour autres litiges	0				0
Provisions pour risques de crédit (2)	6 427	0	-2 426	-373	3 628
Autres provisions	0				0
Valeur au bilan	9 887	350	-3 969	-373	5 895

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(2) Ces provisions sont établies sur base collective

(3) Les autres mouvements incluent notamment les différences de change de la période

8 - Dettes subordonnées	2020	2019	2018
Emprunt subordonné	25 000	25 000	25 000
	25 000	25 000	25 000

Emprunt de K€ 25.000 à durée indéterminée auprès de Qatar Holding LLC,

La créance du Prêteur sur l'Emprunteur est subordonnée aux créances détenues par les autres créanciers sur l'Emprunteur,

9 - Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	2020	2019	2018
Provision pour risques bancaires généraux	323	323	323
	323	323	323

10 - Capitaux propres hors FRBG	2020	2019	2018
Capital	104 000	104 000	104 000
Réserves légales	18 426	18 811	18 199
Report à nouveau	62 709	63 176	56 148
Résultat de l'exercice	-20 932	10 463	5 314
	164 203	196 450	183 660

11 - Capital souscrit	2020	2019	2018
Actionnariat : AL KHALIJI COMMERCIAL BANK : 100%	104 000	104 000	104 000
Capital constitué de 6.500.000 actions d'une valeur nominale de 16 €			

13 - Réserves		2020	2019	2018
Réserves légales	(Paris)	5 806	5 296	5 035
Réserves générales	(Émirats)	12 620	13 515	13 163
		18 426	18 811	18 199

16 - Report à nouveau		2020	2019	2018
Report à nouveau		62 709	63 176	56 148
<i>dont écart de conversion</i>		3 915	11 596	9 881
		62 709	63 176	56 148

17- Résultat de l'exercice		2020	2019	2018
Chiffre d'affaires		26 539	45 640	46 336
Produits net bancaire		21 574	30 359	32 503
Résultat brut d'exploitation		7 577	16 214	16 627
Résultat net avant impôt		-18 742	12 207	6 562
Gain sur actif immobilisé		0	0	0
Résultat exceptionnel		0	0	0
Impôt sur les sociétés	Paris (28% des bénéfices)	950	1 627	1 248
	Paris (taxe 3% sur les dividendes)	0	0	0
	Émirats (20% des bénéfices)	1 240	116	0
Résultat net		-20 932	10 464	5 314

Le chiffre d'affaire est composé des :

Intérêts et produits assimilés

Commissions (produits)

Gains sur opérations des portefeuilles de négociation

Gains sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

Autres produits d'exploitation bancaire

Répartition du résultat	Résultat de l'exercice	Réserve légale Paris	Réserve légale E.A.U	Report à nouveau
Exercice 2020	-20 932	0	0	-20 932
Répartition du résultat	Résultat de l'exercice	Réserve légale Paris	Réserve légale E.A.U	Report à nouveau
Exercice 2019	10 464	-510	-271	9 683
Répartition du résultat	Résultat de l'exercice	Réserve légale Paris	Réserve légale E.A.U	Report à nouveau
Exercice 2018	5 314	-261	-352	4 701

Répartition du bilan par devises

<i>en milliers d'euros</i>	QAR EUR'000	EUR EUR'000	USD EUR'000	AED EUR'000	Other EUR'000	Total EUR'000
Actif		350 850	150 148	136 331	104 692	742 021
Passif		-351 345	-150 148	-162 984	-77 545	-742 021

Hors bilan**Engagements donnés**

1 - Engagements de financement	2020	2019	2018
Engagements de financement en faveur de la clientèle	48 593	74 207	53 206
	48 593	74 207	53 206

2 - Engagements de garantie	2020	2019	2018
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit	15 311	15 311	18 027
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	88 732	142 439	197 323
	104 043	157 750	215 350

Engagements reçus

5 - Engagements de garantie	2020	2019	2018
Engagements de garantie reçus d'établissement de crédit	68 873	86 877	19 633
	68 873	86 877	19 633

Instruments financiers à terme	Nbre d'Opérations	Notionnel
Swaps de taux Micro couverture avec Maison Mère	4	26 621

Compte de résultat

1 - Intérêts et produits assimilés	2020	2019	2018
Intérêts sur opérations de trésorerie & opérations interbancaires	3 940	5 142	3 036
Intérêts sur opérations avec la clientèle	15 849	26 849	33 741
Intérêts sur titres à revenu fixe	2 388	3 195	2 211
	22 177	35 186	38 988

2 - Intérêts et charges assimilées	2020	2019	2018
Intérêts sur opérations de trésorerie & opérations interbancaires	820	2 198	5 581
Intérêts sur opérations avec la clientèle	2 945	8 112	7 453
Intérêts sur titres à revenu fixe	326	356	366
Intérêts sur dettes subordonnées	0	0	0
	4 091	10 666	13 400
8 - Commissions (produits)	2020	2019	2018
Commissions crédit clientèle	521	684	681
Commissions hors bilan	1 496	2 044	2 555
Commissions services bancaires	1 648	2 732	3 359
	3 665	5 460	6 595
9 - Commissions (charges)	2020	2019	2018
Commissions services bancaires	873	481	432
	873	481	432
10 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	2020	2019	2018
Gains sur opérations de change	686	847	753
	686	847	753
12 - Autres produits d'exploitation bancaire	2020	2019	2018
Quote-part réalisée sur opérations faites en commun	2	4	0
Autres produits	8	0	0
	10	4	0
14 - Produit net bancaire	2020	2019	2018
Intérêts & assimilés			
- <i>Produits</i>	22 177	35 186	38 988
- <i>Charges</i>	-4 091	-10 666	-13 400
Commissions			
- <i>Produits</i>	3 665	5 460	6 595
- <i>Charges</i>	-873	-481	-432
Opérations financières			
- <i>Solde des opérations de négociation</i>	686	847	753
- <i>Solde des opérations sur titres de placements</i>	0	0	0
Autres opérations bancaires			
- <i>Produits</i>	10	4	0
	21 574	30 350	32 504
Produit net bancaire des AGENCESEMIRATS	11 898	19 327	23 418
Produit net bancaire Al Khaliji France Paris	9 982	11 023	9 085
Net des intercos pour €306K (2019: €364K)	-306	0	0
Produit net bancaire	21 574	30 350	32 503
15- Charges générales d'exploitation	2020	2019	2018
Frais de personnel	7 820	8 369	8 834
Impôts et taxes	740	851	1 197
Loyers & charges locatives	1 627	1 694	1 680
Honoraires & assistance	982	901	1 259
Entretien & maintenance	564	340	352
Autres charges	1 430	1 515	1 552
	13 163	13 670	14 874
Détail des frais de personnel et effectif moyen	2020	2019	2018
Salaires et traitements	6 395	6 875	7 245
Charges sociales	1 311	1 385	1 489
Impôts et taxes sur rémunérations	114	109	100
	7 820	8 369	8 834
dont charges de retraite	494	501	523

Rémunérations allouées aux dirigeants

Éléments non fournis car cela aboutirait à communiquer les rémunérations individuelles.

Effectif moyen	2020	2019	2018
-----------------------	-------------	-------------	-------------

Cadres & Hors classe	22	36	35
Techniciens	67	60	66
Total	89	96	101
Paris	31	30	31
Emirats	58	66	70
Total	89	96	101

16 - Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	2020	2019	2018
Amortissements immobilisations incorporelles	568	594	593
Amortissements immobilisations corporelles	266	285	409
	834	878	1 002

18 - Coût du risque	2020	2019	2018
Dotations aux provisions sur créances douteuses	-29 057	-4 706	-13 789
Pertes sur créances douteuses couvertes	0	-19 357	-28 805
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes	0	0	-6 403
Dotation provision base portefeuille,	-13 003	-2 534	-172
Reprise provision base portefeuille,	15 428	3 944	2 477
Reprises de provisions sur créances douteuses	2	19 038	36 689
Récupérations sur créances douteuses	711	59	10
Changement de la juste valeur des titres	-166	0	0
	-26 085	-3 556	-9 993

20 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés	2020	2019	2018
+/- value sur sorties immobilisations incorporelles	0	0	1
+/- value sur sorties immobilisations corporelles	0	363	0
	0	363	1

22 - Résultat exceptionnel	2020	2019	2018
Produits			
- Prorata TVA	0	0	14
- Autres	15	8	1
Charges			
- Prorata TVA	0	22	0
- Autres	249	389	88
	-234	-403	-73

23 - Impôt sur les bénéfices	2020	2019	2018
Impôt sur les bénéfices de Paris	950	1627	1248
Impôt sur les bénéfices des Agences EAU	1 240	116	0
Taxe sur les dividendes distribués	0	0	0
	2 190	1 743	1 248
Contrôle	-20 932	10 463	

26 - Variation des capitaux propres (hors FRBG)

	Capital	Réserve légale	Report à nouveau	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Total des Capitaux Propres
Solde d'ouverture avant affectation	104 000	18 811	63 176	0	10 463	196 450
Augmentation capital				11 596		11 596
Affectation en réserves		780	9 683		-10 463	0
Résultat de l'exercice			0		-20 932	-20 932
Dividendes versés						0
Variation des écarts de conversion		-1 165	-10 150	-11 596		-22 911
Solde de clôture	104 000	18 426	62 709	0	-20 932	164 203

27 - Informations relatives aux implantations et activités incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2020**Al Khaliji France S.A. UAE Branches**

Nom	Al Khaliji (France) S.A	Al Khaliji (France) S.A	Al Khaliji (France) S.A	Al Khaliji (France) S.A	Total
Nature de l'activité	Banque	Banque	Banque	Banque	
Localisation géographique	Dubai - Emirats Arabes Unis	Abu Dhabi - Emirats Arabes Unis	Sharjah - Emirats Arabes Unis	Ras Al Khaimah - Emirats Arabes Unis	

Effectif à temps plein	42	7	4	5	58
Produit Net Bancaire (en K€)	6 591	4 432	561	314	11 898
Chiffre d'Affaires (en K€)	7 652	5 184	1 033	380	14 249
Résultat net (en K€)	-12 822	-7 335	-2 956	-261	-23 374
Impôts sur les bénéfices (en K€)	-1 012	-228	0	(0)	-1 240
Subventions publiques (en K€)	0	0	0	0	0

Honoraires

<i>(en milliers d'euros)</i>	Nom du cabinet de Commissariat aux Comptes	Montant	%	Nom du cabinet de Commissariat aux Comptes	Montant	%
Audit						
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés (1)	ERNST & YOUNG (Paris) ERNST & YOUNG (UAE)	90 83	66%	DELOITTE & Associés	90	34%
Total		173			90	

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**Exercice clos le 31 décembre 2020**

A l'Assemblée Générale de la société Al Khaliqi France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Al Khaliqi France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion**- Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Dépréciations au titre du risque de crédit des créances sur la clientèle

Risque identifié	Notre réponse
<p>Dans le cadre de ses activités de financement, votre société est exposée au risque de crédit.</p> <p>Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe aux comptes annuels, s'il existe une indication objective de dégradation du risque de crédit, une dépréciation est comptabilisée.</p> <p>Au 31 décembre 2020, le montant total des prêts s'élève à M€ 318,8 dont M€ 51 de dépréciations.</p> <p>Le jugement de la direction intervient dans l'identification du risque de crédit et l'estimation des dépréciations pour risque de crédit, notamment dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'attribution de notes internes, qui déclenchent ou non le classement en encours douteux ; et - la détermination du montant de la dépréciation des encours déclassés. <p>Compte tenu de l'importance du jugement nécessaire pour l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations au titre du risque de crédit des créances sur la clientèle, nous avons considéré que l'estimation de ces dépréciations constitue un point clé de l'audit, notamment dans le contexte économique incertain lié à la pandémie mondiale de Covid-19.</p>	<p>Nous avons examiné la pertinence et l'efficacité du dispositif de contrôle de votre société pour l'identification des créances douteuses et l'évaluation des dépréciations et des provisions relatives à ces encours, notamment dans un contexte complexe et évolutif de crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19.</p> <p>Nous avons plus précisément :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pris connaissance du processus d'identification des encours présentant un risque de défaut avéré et des modalités de déclassement en encours douteux et nous avons réalisé des contrôles portant sur les adaptations apportées aux modalités d'appréciation du classement dans le contexte de crise liée à la pandémie de Covid-19, notamment dans le cadre de moratoires accordés par votre société ; - pris connaissance des comptes rendus des décisions de la gouvernance sur les dépréciations ; - analysé un échantillon de dossiers de crédits pour lesquels l'exercice du jugement par votre société est déterminant sur l'évaluation des provisions et des dépréciations afin d'examiner le caractère approprié de la note de crédit déterminée par la direction ainsi que le niveau de dépréciation retenu le cas échéant. <p>Nous avons également examiné les informations présentées dans l'annexe aux comptes annuels, notamment les éléments qualitatifs et quantitatifs relatifs aux effets de la pandémie de Covid-19 sur l'appréciation du risque de crédit.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

- Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : les informations présentées n'incluent pas les opérations bancaires et opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

- Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires • Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Al Khaliji France par votre assemblée générale du 5 avril 2004 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et du 28 mai 2015 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2020, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la dix-septième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la sixième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**- Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément

aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (U E) n° 537 /2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La-Défense, le 18 mai 2021 :

Les Commissaires aux Comptes :

DELOITTE & ASSOCIES
Jean-Vincent Coustel
Associé

ERNST & YOUNG Audit
Hassan Baaj
Associé

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social de AL KHALIJI France, sis au 49 – 51 avenue George V, 75008 Paris.